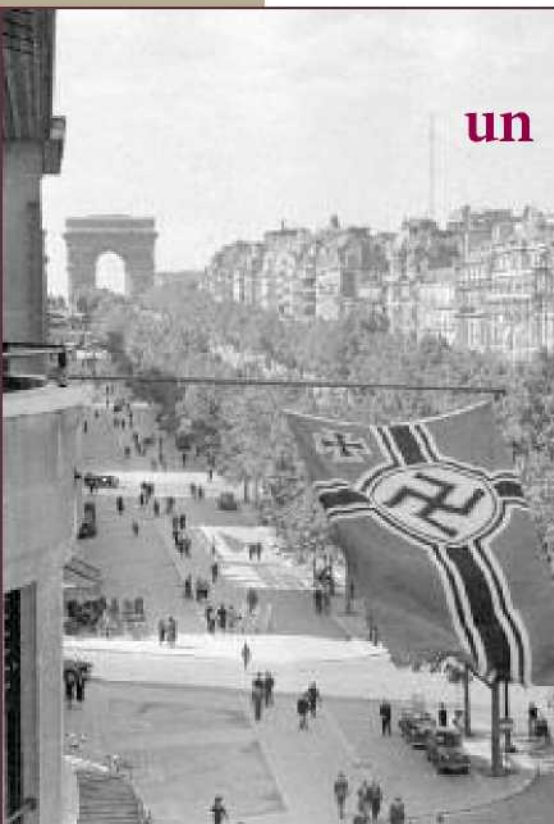




Avenue des Champs-Élysées, automne 1940. ©CEPAD

Le 11 novembre 1940 : un rassemblement contre l'occupant

Malgré l'interdiction des autorités militaires allemandes et de la préfecture de police, trois mille lycéens et étudiants parisiens remontent, le 11 novembre 1940, les Champs-Élysées et se rassemblent devant l'Arc de Triomphe pour commémorer la victoire de 1918. Ils déposent des gerbes et des fleurs sur la tombe du Soldat inconnu puis entonnent *La Marseillaise*, défiant ainsi l'armée d'occupation. Cet événement symbolique est le premier acte d'opposition public.

Après seize semaines de combats meurtriers, le 14 juin 1940 la France chancelle. Les Allemands pénètrent dans Paris déclarée ville ouverte. Trois jours plus tard, le maréchal Pétain ordonne la cessation des combats et, le 22 juin, un armistice est signé. À la fin de l'été, les réfugiés parisiens reviennent et la capitale française occupée retrouve progressivement une animation.



Paul Langevin.
©Roger-Viollet

Les vacances scolaires terminées, les cours reprennent dans les écoles, les lycées et les universités. En apparence, la vie revient peu à peu à la normale. Le principal souci des Parisiens est de s'adapter à la situation nouvelle. Si les tout premiers mouvements de résistance s'esquissent, la plupart de ceux qui pensent qu'il « faut faire quel-

que chose » n'ont pas encore trouvé le moyen de passer à l'action. Il en est de même dans le milieu étudiant et enseignant où la présence ennemie dans la capitale suscite un rejet

pour des raisons diverses – humiliation après la défaite, refus de l'occupation, réaction aux mesures attentatoires aux libertés, haine du fascisme. Vont ainsi entrer dans l'action des hommes et des femmes aussi différents que Roger Morais, de la Corpo des lettres, l'un des fondateurs, dès septembre 1940, du groupe Maintenir ; Philippe Viannay, étudiant en philosophie, et Robert Salmon, élève au lycée Louis-le-Grand, qui, avec Hélène Mordkovitch, bibliothécaire à la faculté des sciences, sont à l'origine du mouvement Défense de la France qui naît durant l'hiver 40-41 ; Jean Ebstein, sympathisant de l'Action française, qui, avec ses amis fait du comité de la Corpo de droit un bloc d'opposition ; Claude Lalet, étudiant en histoire, qui réunit des étudiants communistes pour rédiger des tracts et écrire un journal clandestin, *La Relève*.

Dans cette atmosphère, le milieu étudiant, traditionnellement indocile, s'agit : des « V », initiale du mot Victoire, sont tracés sur les murs, des « Vive de Gaulle » fusent dans les couloirs du métro, des tracts sont lancés dans des amphithéâtres... Des incidents, voire des bagarres, éclatent parfois entre jeunes et soldats allemands. Après la parution du décret du 3 octobre excluant les juifs de l'enseignement, des professeurs manifestent leur sympathie envers les collégiés évincés. La ►►

Tract appelant à célébrer le 11 novembre 1940, Comité national de lutte pour l'indépendance de la France.
©BDIC



► rencontre, le 24 octobre à Montoire, de Hitler et du maréchal Pétain, et le discours du 30 octobre où ce dernier prononce le mot « collaboration », jettent le trouble parmi ceux qui font confiance au chef de l'État français. Ce même jour, le professeur Paul Langevin, physicien réputé et fondateur en 1934 du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, est arrêté et interné. En riposte, le 8 novembre, les étudiants proches du Parti communiste français manifestent devant le Collège de France où enseigne cet universitaire.

Le 28 octobre, le préfet de police Langeron note : « On parle de manifester le 11 novembre. (...) Montoire a déjà eu un résultat, celui de stimuler la propagande gaulliste chez les étudiants ».

La date du 11 novembre est un symbole : si l'Allemagne l'emporte aujourd'hui, elle fut vaincue le 11 novembre 1918. La célébration de ce 22^e anniversaire offre aux Parisiens une occasion de témoigner leur opposition à l'ennemi et à ses partisans.

Dès les premiers jours de novembre, des tracts circulent dans les lycées parisiens, à Janson de Sailly, Carnot, Condorcet, Buffon, Chaptal, Saint-Louis et Henri IV ainsi qu'à la Corpo de droit, dans le Quartier latin... Parmi ces tracts, celui émanant d'un groupe lié au réseau Maintenir et tiré au Centre d'entraide aux étudiants mobilisés et prisonniers appelle à manifester le jour de l'armistice, place de l'Étoile

à 17h30. La radio de Londres, voix française de la France libre, invite d'ailleurs la population parisienne à commémorer la victoire de 1918 en fleurissant la statue de Clemenceau et la tombe du Soldat inconnu. Le 10 novembre, les journaux parisiens publient un communiqué de la préfecture de police stipulant que : « Les administrations publiques et les entreprises privées travailleront normalement le 11 novembre à Paris et dans le département de la Seine. Les cérémonies commémoratives n'auront pas lieu. Aucune démonstration publique ne sera tolérée. » L'avis interdisant de manifester le 11 novembre est affiché dans les lycées et les facultés parisiennes. Des instructions très fermes sont données aux inspecteurs d'académie et aux chefs d'établissement. Cette interdiction provoque un mouvement spontané contre l'injonction assimilée à une brimade. Les initiatives lancées pour le 11 novembre émanent de petits groupes, souvent sans lien entre eux mais dont les actions convergent, influençant plus ou moins une masse de jeunes qui veulent surtout défier l'occupant. Ils bravent à la fois le communiqué du 10 novembre, l'ordonnance allemande du 20 juin 1940 qui interdit toute manifestation et l'article 4 du décret-loi du 23 octobre 1935 qui prévoit des sanctions correctionnelles à l'encontre de ceux qui participent à une manifestation non déclarée ou interdite.

Les autorités se méfient d'éventuelles réactions de la jeunesse. Au matin du lundi 11 novembre, des inspecteurs de police visitent les lycées parisiens mais ne constatent rien d'anormal. Or, vers 5h30, André Weil-Curiel, Michel Edinger et Léon-Maurice Nordmann, membres d'un



Défilé des élèves de l'Institut agronomique, 11 novembre 1940.

groupe d'opposants rassemblant des avocats, des professeurs et des intellectuels, ont déposé, en toute hâte, une gerbe au pied de la statue de Georges Clemenceau sur les Champs-Élysées « En témoignage d'admiration envers l'homme qui ne voulut jamais capituler et ne désespéra pas de la Patrie ». La gerbe est entourée d'un ruban tricolore et accompagnée d'une grande carte de visite au nom du général de Gaulle. Carte et ruban disparaissent dans la matinée mais des anonymes continuent à placer des bouquets près de la gerbe. Vers midi, une centaine de jeunes gens arborant des cocardes tricolores se heurtent à la police sur les Champs-Élysées. Un professeur qui s'interpose est arrêté. En fin d'après-midi, à la sortie des cours, des lycéens, des étudiants, des enseignants, se mêlent aux promeneurs venus flâner sur la grande artère. Individuellement ou en petits groupes, les Parisiens se dirigent vers la place de l'Étoile. Des cortèges viennent des lycées Carnot, Buffon, Janson de Sailly... Dans ce dernier établissement, les lycéens ont organisé une quête pour acheter une gerbe, à laquelle le fleuriste a donné la forme d'une croix de Lorraine. Peu avant 16h, les élèves Igor de Schotten et Claude Dubost déposent la gerbe de fleurs sur la tombe du Soldat inconnu, avec l'accord tacite des policiers, avant de rejoindre leurs camarades. Elle



Étudiants à la Sorbonne, vers 1935. ©Roger-Viollet



Sorbonne et lycée Louis-Le-Grand, 1938. ©Roger-Viollet



Papillon en forme de « Croix de Lorraine »,
©Préfecture de police

s'ajoute aux nombreux bouquets et autres gerbes, dont une aux couleurs de la Belgique. Les manifestants offrent un large échantillonnage politique, du sympathisant royaliste Alain Griotteray au Guadeloupéen « communiste » Tony Bloncourt. Lycéens et étudiants pour la plupart, des professeurs comme Edmond Lablénie, de Janson de Sailly ou Raymond Burgard, de Buffon se sont joints à eux.

La foule ne cesse de grossir sur les Champs-Élysées ; elle est estimée entre 3 000 et 5 000 personnes. Sur toute l'avenue, alors que la nuit tombe, des cortèges défilent, se dispersent puis se reforment au gré des interventions de la police. Certains manifestants, cravatés de noir, arborent des rubans tricolores ou portent une croix de Lorraine à la boutonnière. L'esprit étudiant inspire certains à brandir deux cannes à pêche au cri de « Vive » suivi d'un bref silence (sous-entendu « deux gaules » - « de Gaulle »), sous le sourire des passants. Des drapeaux tricolores font leur apparition. Pourchassant sans ardeur les manifestants, la police se contente surtout de canaliser la foule ou

conseille aux jeunes de déguerpir. De ces attroupements fusent bientôt des acclamations : « Vive la France », « À bas Pétain », « À bas Hitler »... ça et là éclatent *La Marseillaise* et *Le Chant du départ*. Les plus surpris sont sans doute les Allemands installés dans les cafés ou qui stationnent dans le hall des cinémas.

Tandis qu'à l'Étoile, des bouquets sont encore déposés sur la tombe du Soldat inconnu, des bagarres éclatent plus bas, devant le siège de deux organisations collaborationnistes. Des Allemands interviennent et arrêtent des étudiants. C'est vers 18 heures que débouchent sur les Champs-Élysées et la place de l'Étoile des soldats de la Wehrmacht, armés de fusils, de mitrailleuses et de grenades. Alors que certains chargent entre l'avenue Georges V et le rond-point des Champs-Élysées, maniant la matraque ou la crosse de fusil, d'autres tirent en direction de la foule pendant que des véhicules militaires ratissent les trottoirs en roulant en zigzag. La confusion est totale.

La police interdit l'accès à l'Arc de Triomphe. Ayant fait le vide sur les Champs-Élysées, les soldats allemands déboulent sur la foule amassée place de l'Étoile, tout en poursuivant les fuyards par les rues de Tilsitt ou de Galilée. Les fourgons de police et les camions militaires se remplissent. Moins de trente minutes plus tard, les abords de la place sont déserts de tout manifestant. Des groupes d'étudiants qui ont pu refluer continuent à manifester depuis la place de la Concorde où des échauffourées ont encore lieu vers 19 heures.

Vers 18h30, comme de tradition depuis 1923 et en dépit des événements de la journée, la Flamme du souvenir est ravivée par le Comité en présence d'une centaine de personnes. Le lendemain, la radio de Londres dénonce la mort de plusieurs manifestants. Il n'y a eu, de fait, que des blessés dont quelques-uns grièvement, et des arrestations.

Le nombre exact de ces arrestations est difficile à établir. Une liste de la préfecture de police de Paris énumère 105 noms (93 étudiants et lycéens, 1 professeur, 11 personnes de professions diverses et plus âgées que les étudiants dont 4 femmes) ; un communiqué de la vice-présidence du Conseil, en date du 8 décembre 1940, annonce 123 arrestations dont 104 étudiants et lycéens. Un communiqué du commandement militaire allemand en France, du 13 décembre, évoque l'arrestation de 143 étudiants. Le nouveau recteur, Jérôme Carcopino, avance le chiffre de 150 étudiants arrêtés. Beaucoup d'entre eux font un court séjour dans les postes de police. D'autres sont emmenés dans les prisons du Cherche-Midi et de la Santé, molestés et incarcérés. Ils seront, pour la plupart, relâchés dans les semaines qui suivent. En cette fin de 1940, le souhait de ne pas ternir l'image de la politique de collaboration qu'essaient d'entretenir aussi bien les autorités allemandes que le gouvernement pétainiste peut expliquer cette clémence.

Premier témoignage massif de l'opposition des Parisiens à l'occupant, la manifestation du 11 novembre 1940 est perçue aujourd'hui comme le premier acte collectif de résistance. Une part de romantisme entre, certes, dans cette action menée en grande partie par des lycéens et des étudiants. Mais, en manifestant contre l'occupant, la jeunesse intellectuelle a surtout affirmé sa résolution de combattre pour la liberté. Moins de trois semaines après l'entrevue de Montoire, l'événement est significatif.

Cette manifestation heurte le gouvernement de Vichy qui voudrait mobiliser la jeunesse autour de ➤



©ECPAD

► son programme. Le 13 novembre, l'Université de Paris et une trentaine d'autres établissements d'enseignement supérieur sont fermés (ils rouvriront avant les congés de Noël). Gustave Roussy, recteur de l'Université de Paris, est limogé et remplacé par Jérôme Carcopino. Craignant de nouvelles manifestations, les autorités allemandes placent le Quartier latin sous haute surveillance et procèdent à des arrestations préventives – plus d'un millier, pour quelques heures seulement – le 21 novembre.

Les journaux parisiens ne parlent de la manifestation, de manière plus ou moins directe, qu'à partir du 15 novembre. Il faut attendre le 8 décembre pour qu'ils publient un communiqué du gouvernement donnant un « bilan officiel » des manifestations. Vue de Londres, où vient de parvenir la nouvelle du ralliement du Gabon à la France libre, la manifestation parisienne est ressentie comme un opportun témoignage d'encouragement pour le général de Gaulle.

Au lendemain de l'événement, si certains étudiants, craignant pour leurs études, reprennent les cours, d'autres, encouragés par leur propre audace et choqués par la répression disproportionnée, vont entrer en résistance. Clandestinement, ils vont constituer des petits groupes qui peu à peu se rapprocheront des grands mouvements de résistance, commençant leur action par l'impression et la diffusion de tracts ou de journaux puis la poursuivant avec la falsification de papiers, la

récupération et le stockage d'armes... Tandis que certains manifestants rejoindront par la suite des réseaux de résistance, d'autres choisiront de gagner les rangs de la France libre. Les Parisiens ne sont pas les seuls à avoir manifesté le 11 novembre 1940. Rouen ou Dijon ont vu éclore les rubans tricolores. À Nantes, un drapeau français est hissé sur la cathédrale. Des opérations collectives sont menées dans les houillères du Nord avec des arrêts de travail. Durant toute la Seconde Guerre mondiale, le 11 novembre, par ailleurs toujours célébré par les autorités officielles, va donner lieu à des gestes symboliques. Le plus célèbre reste le défilé des maquisards à Oyonnax dans l'Ain, en 1943. ■



Plaque inaugurée en 1954 par le Président René Coty (située en haut des Champs-Élysées). ©SGA/DMPA



©ECPAD - fonds allemand



Défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax (Ain).

Archives départementales de l'Ain



Plaque dévoilée le 11 novembre 2010 par le président de la République sous l'Arc de Triomphe. ©SGA/DMPA